

La fable des prélèvements sur le Produit Intérieur Brut

Les dépenses publiques ne sont pas excessives : elles sont mal réparties.

La répétition fait la force de la propagande. C'est pourquoi on nous répète souvent que 57% de dépenses publiques, c'est trop ; que 44% de prélèvements obligatoires, c'est trop.

Trop dans l'absolu ? Difficile à démontrer. M. Giscard avait affirmé qu'au-delà de 40%, on versait dans le socialisme. On les a dépassés, mais on a versé dans le néolibéralisme.

Alors, en valeur relative ? en France, c'est plus que chez les autres. La France est-elle pour autant socialiste ? On peut en douter.

Cherchons l'erreur. On essaie de nous faire croire qu'une puissance plus ou moins maléfique, en l'occurrence la puissance publique, *prélève* une part trop grande de la production, sous-entendue privée.

Dans cette démonstration, tout est faux.

La production n'est pas que privée. La puissance publique produit aussi : de l'éducation, de la santé, de la sécurité intérieure et extérieure, de la justice, des lois, du contrôle de la bonne application des lois, et aussi subventionne ou achète de la production privée.

Et la puissance publique ne *prélève* pas, aux dépens du privé, une part de la production pour la détruire. La puissance publique ne *prélève* pas une part de la *production*, elle *transfère* une part des *revenus* ¹ : c'est tout différent.

Pour les transferts sociaux c'est évident, la sécurité sociale, les retraites, les allocations chômage, le RSA. Mais **les autres dépenses publiques sont des transferts aussi.**

Le traitement d'un fonctionnaire résulte d'un transfert ². On lui donne certes son traitement parce qu'il est un agent public, mais celui qui le reçoit est en même temps une personne privée ³. On peut se

¹ Comme M. Trump vient de le comprendre tardivement : un droit de douane n'est pas un prélèvement sur la *production* des Mexicains, mais sur le *revenu* des Américains. Ce sont les Américains qui paieront son mur, s'ils trouvent quelqu'un pour leur prêter l'argent.

² Ou d'un endettement public, qui est un *transfert* de créancier privé à débiteur public (et non d'une génération à suivante, autre billevesée des néolibéraux).

³ De même qu'un militaire, comme l'avait remarqué Boris Vian, est un civil en uniforme. De sorte que quand, lors d'une guerre, on déplore les morts civils, on devrait aussi y compter les militaires.

demander si ce fonctionnaire est utile ou inutile⁴, et s'il faut supprimer son emploi⁵. Mais, utile ou pas, son traitement résulte d'un transfert, au même titre qu'une allocation chômage ou une pension de retraite. Et il y a un prélèvement non pas sur sa production, mais sur son revenu, comme pour un travailleur du privé. Et il le dépense comme une personne privée. Quand un vendeur vend, il ne se demande pas si le client est un chômeur, un retraité, un travailleur du privé ou du public ; pour lui, c'est du chiffre d'affaires de même valeur.

Tout l'argent ainsi transféré est recyclé d'une manière ou d'une autre⁶.

On peut même imaginer une société où les *prélèvements* seraient de 100%⁷ du P.I.B., en réalité 100% du revenu intérieur. La puissance publique prendrait tous les revenus, et les redistribuerait autrement. Selon la clé de répartition des redistributions, cela influencerait la répartition des productions. En bien ou en mal ? À 100%, sera-t-on enfin dans une société "socialiste" ?

Pas forcément.

Si on prend tout pour le donner à quelques personnes, par exemple aux propriétaires d'*Apple*, *Google*, *Facebook*, et aux patrons des banques, comme le fait déjà en partie notre société néolibérale, alors on pourra contester la justice de cette répartition. Car notre société néolibérale le fait déjà sans le dire : elle répartit les revenus à sa façon, et, comme l'a montré M. Piketty, donne plus aux plus riches, et moins aux moins riches⁸. Donc, ce n'est pas le niveau des prélèvements qui fait une société "socialiste" ou juste.

En revanche, si on diminue les revenus et la fortune des mieux nantis pour rendre leur dignité aux pauvres, notre société sera plus juste⁹.

Sera-t-elle pour autant moins efficace ? Ou plus efficace ?

Un banquier payé 20 000 € par mois, sans bonus, sera-t-il un moins bon banquier qu'un autre payé 2 millions par an, avec bonus, prime d'arrivée, prime de départ et retraite chapeau ?

Il sera sans doute moins tenté de faire des profits à court terme en se lançant dans des spéculations risquées, et plus soucieux de surveiller la quantité et la qualité des crédits qu'ils octroie. **Il fera mieux son métier de banquier proprement dit.** Il sera peut-être moins utile à ses actionnaires¹⁰, mais plus utile à la société.

⁴ Comme par exemple l'emploi, par le Sénat, de M. et Mme Fillon et de leurs enfants, dont personne ne nous a expliqué l'utilité.

⁵ Comme le veut le même et inutile M. Fillon.

⁶ Y compris vers l'étranger, *via* la part des importations dans les dépenses publiques ; mais elle est faible. Quant au privé, il ne se gêne pas pour importer, et beaucoup plus.

⁷ Ce n'est pas ce que je propose : c'est pour les besoins de la démonstration.

⁸ Les néolibéraux utilisent le taux de *prélèvement* pour affirmer que "nous ne sommes pas dans une pure société de marché". En effet, la redistribution modifie les revenus attribués par les marchés. Les modifie-t-elle assez ?

⁹ Les néolibéraux prétendent à une *justice au mérite*, qu'ils mesurent par la rémunération : c'est un cercle vicieux. **Je veux une justice humaine : un humain en vaut un autre.** LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. Pour les néolibéraux, il ne reste que le premier mot de la devise en trois mots de la République française.

¹⁰ Probablement pas : les vrais bénéficiaires des banques sont leurs dirigeants. Vu les booms et les crises, les actionnaires sont gagnants ou perdants selon le moment : pour ceux qui ont acheté des actions BNPP en 2007 et revendu en 2015, le rendement est négatif. Les dirigeants, eux, ne perdent jamais, ni ne rendent leurs bonus mal acquis.

Bref, le niveau des *prélèvements*, ou des dépenses publiques, n'a aucune signification en lui-même.

Ce qui importe, c'est ce qu'on en fait.

Quel que soit le niveau des dépenses publiques ou des prélèvements, une société qui rémunère cent fois plus un spéculateur ou un PDG ou Mme Bettencourt qu'une infirmière, un enseignant, une policière, un balayeur, une caissière, un chômeur, une retraitée, n'est pas une société juste.

Une société riche où tant de gens sont pauvres (l'est) encore moins.

Plus une société tolère ou crée de pauvreté, plus il faut de transferts pour la compenser ¹¹.

Qu'on cesse de nous bassiner avec le niveau des dépenses ou des prélèvements.

Faisons une société juste.

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*

¹¹ Et un revenu universel inconditionnel peut y contribuer.